



## Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUL, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE.

## **Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets pour l'année 2017 - Approbation**

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets est établi conformément aux dispositions de l'article L2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Il retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis de l'Assemblée seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles L1411-13 et L2224-17-1 du code précité.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2017 sont les suivants :

### **Concernant la prévention des déchets**

La loi Transition Energétique pour la Croissance Verte d'août 2015 porte à -10% l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA).

Cet objectif est d'ores et déjà atteint en 2017 sur le territoire métropolitain grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du programme local de prévention des déchets engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 Points Propreté de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes.

Parmi les actions ayant contribué à ce résultat en 2017, l'on peut citer en particulier :

- 13 500 autocollants STOP PUB distribués par les guichets uniques ;
- 900 composteurs individuels distribués et 25 sites collectifs (résidences, établissements d'enseignement) représentant 35 composteurs équipés. Par ailleurs, 155 foyers ont reçu un soutien financier et technique à l'acquisition de lombricomposteur ou de poules. Enfin, un composteur de quartier a été installé en juin 2017 sur le quartier des Grisettes à Montpellier, permettant de sensibiliser près de 400 foyers au tri et à la valorisation des bio-déchets ainsi que les élèves du groupe scolaire riverain ;
- la promotion du réemploi au travers de collectes de proximité réalisées en centre-ville de Montpellier à l'aide d'une mini déchèterie (déployée 10 jours par mois en 10 points différents du quartier) et réalisation de 11 opérations de collectes de proximité dans les quartiers extérieurs d'habitat dense de la Ville en partenariat avec l'éco organisme Ecologic et les associations Emmaüs et ERCA Initiatives œuvrant dans le domaine de l'économie sociale et solidaire ;
- la semaine européenne de la réduction des déchets (SERD) avec une vingtaine d'actions sur le territoire à destination des enfants, des étudiants, du grand public et des agents de la Ville et de de Montpellier Méditerranée Métropole et du CASSC de la Métropole : proposition d'éco-gestes, collectes solidaires, animation « vélo smoothie », distribution d'écocups, intervention en milieu scolaire ;
- l'expérimentation de « coaching » des habitants aux éco-gestes au moyen d'une plate-forme et d'un logiciel informatiques, engagée en 2015 en partenariat avec la SERM et la start-up E3D Environnement auprès de 840 foyers des nouveaux îlots résidentiels du quartier Port Marianne de Montpellier, a été poursuivie et étendue à partir de fin 2017 à un secteur géographique plus vaste englobant 10 000 foyers autour du Lez. La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a rejoint ce partenariat étendu permettant d'ajouter à la démarche des éco-gestes en faveur de la réduction des consommations d'eau et de la préservation de la ressource en eau.

Enfin, en accompagnement des évolutions réglementaires concernant l'obligation pour les grandes et moyennes surfaces de distribution de matériels et matériaux de construction de proposer à leur clientèle la reprise des déchets issus de leurs achats d'une part, et pour les professionnels de trier et valoriser, en plus des cartons, 5 flux de déchets (verre, papier, métaux, plastiques et bois), la Métropole a signé en janvier 2017 une charte pour la gestion des déchets en gros volumes en déchèteries avec les partenaires consulaires (CCI, CMA, CAPEB) et la Fédération Française du Bâtiment. Cette charte fixe les modalités de limitation des apports en déchèteries et de report des gros volumes de déchets vers des installations privées permettant une

meilleure efficacité en terme de valorisation. Simultanément, la Métropole a mis en place, fin janvier 2017, des limiteurs de gabarit à l'entrée de ses 20 déchèteries. Cela a eu pour effet de réduire de 23% les dépôts en déchèteries en 2017.

### **Concernant la collecte et le tri des déchets**

La diminution en 2016 des fréquences de collecte des OMR, essentiellement dans les zones d'activité et les secteurs pavillonnaires, s'est accompagnée d'une augmentation des volumes de bacs de tri sélectif, conformément à l'un des objectifs prioritaires de ces évolutions qui était d'inciter les usagers à trier davantage. Les premiers effets de cette politique avaient commencé à se faire ressentir au niveau de la collecte sélective des déchets recyclables secs (bacs jaunes) dès 2016 par une hausse de 3,3% des apports au centre de tri Demeter, après plusieurs années de stagnation. L'année 2017 a enregistré une nouvelle progression de 1,8%.

L'augmentation du tri du verre poursuit sa dynamique, avec l'achèvement en 2017 de la modernisation du parc de colonnes d'apport volontaire et l'ajout de 70 colonnes supplémentaires. Cela a permis de franchir en 2017 les barres symboliques des 1000 points de récupération du verre (le parc comprend fin 2017, 1067 colonnes aériennes ou enterrées) et des 10 000 tonnes de verre trié (10 150 tonnes, en hausse de 3,7% par rapport à 2016).

Concernant les bio-déchets, l'expérimentation de collecte en apport volontaire démarrée à l'été 2015 auprès des particuliers a été poursuivie et a compté jusqu'à 17 « tubes » déployés sur 8 communes de la Métropole. Le bilan provisoire de l'opération fin 2017 montre que si l'implantation des collecteurs de bio-déchets ne pose pas de problème particulier en matière d'insertion urbaine dès lors qu'ils sont disposés à côté des autres conteneurs d'apport volontaire, verre, papier et/ou textiles, leur niveau d'utilisation varie selon leur localisation. Globalement, le rendement de ces collectes des bio-déchets en apport volontaire n'est pas sensiblement différent de celui des collectes en porte à porte pour des coûts de gestion qui s'avèrent cependant très élevés.

Cette expérimentation constitue ainsi une étape dans la recherche de solutions adaptées à l'amplification d'un geste de tri qui demeure délicat du fait de la nature très évolutive des bio-déchets.

Par contre, la campagne d'équipement des cantines scolaires de la Ville de Montpellier a rencontré un véritable succès : 56 restaurants scolaires ont ainsi été équipés en 2017 pour le tri des bio-déchets, 8000 enfants, personnels et animateurs formés et sensibilisés. Cette campagne s'est achevée lors du 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

Afin d'accompagner les communes dans la reconquête de leur centre-ville, la Métropole réalise, à la demande des communes, des conteneurs enterrés en lieu et place des traditionnels bacs roulants. Ces dispositifs permettent en effet d'améliorer la gestion globale de l'espace en limitant l'emprise physique et visuelle des dispositifs de collecte des déchets sur la voie publique, tout en offrant un volume de stockage important autorisant des passages moins fréquents des camions de collecte.

Fin 2017, 333 conteneurs enterrés sont ainsi en opération, dont 24 nouveaux réalisés en 2017.

En ce qui concerne les 20 déchèteries métropolitaines, après la rénovation du Point Propreté de Castelnau le Lez en 2015 qui a constitué un pilote, le programme de rénovation de l'ensemble des installations approuvé en février 2016, pour un montant global prévisionnel de 7,1 M€ HT, a vu la rénovation des installations de Baillargues et Lavérune, réouvertes au public en décembre 2017. Les équipes de maîtrise d'œuvre chargées de la réalisation du programme ont par ailleurs engagé les études relatives à la rénovation des déchèteries de Courdonterral, Saint-Brès, Beaulieu, Montpellier Près d'Arènes et Montpellier Hôpitaux Facultés.

En matière d'exploitation, 4 bennes Eco MOBILIER ont été mises en place portant à 12 le nombre de déchèteries équipées par l'éco-organisme qui prend en charge l'évacuation et la valorisation des déchets issus des mobiliers déposés par les usagers.

### **Concernant le traitement et la valorisation des déchets**

#### **L'unité de méthanisation AMETYST**

L'ensemble des déchets ménagers résiduels collectés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été traité sur l'unité (soit 129 499 tonnes d'ordures ménagères et 1 783 tonnes de bio déchets en 2017), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activité économique qui sont acheminés directement sur l'usine de valorisation énergétique Ocréal. L'unité Ametyst a également accueilli 4 661 tonnes de bio-déchets tiers.

L'exercice 2017 a constitué la première année pleine d'exploitation des nouveaux équipements mis en œuvre dans le cadre de la nouvelle DSP conclue en 2014 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Les conditions de fonctionnement de l'installation, désormais parfaitement stabilisées grâce au procédé de méthanisation à haute teneur en matière sèche et au procédé « d'ultracriblage » permettent de garantir une disponibilité de 100% des équipements et une production d'énergie sans équivalent. Les performances de l'Unité Ametyst relatives à la production de compost sont vérifiées en 2017 et 26 674 T de composts normés ont été valorisées sur les terres agricoles en substitution des engrais chimiques.

Complémentairement, Ametyst contribue aux objectifs de recyclage de la Métropole en assurant la reprise de 1204 tonnes d'acier (représentant 1720 voitures) et 628 tonnes d'aluminium (représentant 184 000 vélos).

L'installation de pré-traitement des effluents opérationnelle depuis fin 2016, au terme de la période de montée en charge du process biologique, fonctionne également conformément aux performances contractuelles.

La quantité et la qualité constante du biogaz produit permet l'optimisation du fonctionnement des moteurs de cogénération et l'augmentation constante de l'énergie produite, notamment la chaleur livrée aux logements et commerces de la ZAC des Grisettes et, depuis fin 2015, à la clinique Saint Roch. 20 472 MWh électriques ont été produits et réinjectés sur le réseau public, ainsi que 10 856 MWh thermiques transférés vers le réseau de chaleur urbain du quartier des Grisettes, auxquels il convient de rajouter 3 327 MWh de chaleur consommée pour les besoins propres de l'unité. A terme, les 2 300 logements de la ZAC des Grisettes seront alimentés par AMETYST.

Par ailleurs, les améliorations et travaux sur l'unité ont été poursuivis :

- Au niveau du dispositif de captation et de pré-traitement de l'air en sortie des BRS, qui nécessite un réglage fin ;
- Sur les installations de valorisation du biogaz, dont les études de projet des aménagements nécessaires à l'amélioration de l'exploitabilité des réseaux ont été finalisées avec le délégataire.

### **L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)**

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueille les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Ametyst.

L'exploitation d'un nouveau casier n°2, autorisée par arrêté préfectoral du 25 novembre 2013, permet l'extension du site et la poursuite pour une nouvelle durée de 5 ans et une capacité technique identique à celle du casier n°1 maintenue à 83 000 tonnes par an.

Les travaux d'aménagement des dispositifs d'étanchéité sur les parois EST ainsi que du réseau de captage du biogaz ont été menés au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

En 2017, les apports sur l'installation se sont élevés à 74 281 tonnes pour un tonnage annuel autorisé de 83 000 tonnes. Aucun incident particulier d'exploitation n'a été relevé.

### **L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER**

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis plus de 20 ans il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres, soit 23 575 tonnes en 2017. Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Au terme des études menées en 2013, il est apparu que la solution consistant en la réutilisation du bâtiment existant et en l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Métropole pour porter la capacité de tri à 35 000 tonnes par an limite les coûts d'investissement et la durée de l'arrêt de l'exploitation et donc les surcoûts pendant la phase travaux.

L'année 2017 a été consacrée à la procédure de consultation des entreprises du marché global de performance pour la conception/exploitation du process qui a permis la désignation du titulaire du nouveau contrat de construction/exploitation des installations fin 2017, pour une date de démarrage des prestations au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En 2018, seront diligentées les procédures relatives à la demande d'autorisation environnementale ainsi qu'au permis de construire, en vue du démarrage des travaux début 2019.

### **La valorisation des déchets végétaux**

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchèteries (Points Propreté) de la Métropole, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont entièrement rénovée et exploitée en régie : en 2017 elle a traité 17 123 tonnes en provenance des déchèteries de la moitié Est du territoire communautaire, des services techniques municipaux des communes de la Métropole et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

7 429 tonnes de déchets verts en provenance des déchèteries de l'Ouest de la Métropole ont été traitées par l'établissement Véolia de Pignan bénéficiaire d'un marché public de prestations de service passé avec la Métropole. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de la Métropole, soit directement compostées sur place.

### **L'unité de valorisation énergétique Ocréal**

Dans le cadre du marché conclu avec la société OCREAL d'une part et conformément aux obligations relatives à la délégation de service public, transférés du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » d'autre part, 28 747 tonnes de déchets ont été traitées en 2017 au sein de l'unité de valorisation énergétique sise à Lunel-Viel.

Les principaux apports sont constitués de : 3 420 tonnes de déchets résiduels issus des collectes de certaines zones d'activité pauvres en matière organique et impropres à la méthanisation ; 15 585 tonnes de déchets à haut pouvoir calorifique issus du tri réalisé sur l'unité de méthanisation AMETYST (refus légers de la chaîne de tri) ; 5 704 tonnes de refus issus du centre de tri DEMETER (refus de tri des déchets déposés dans les bacs ou sacs jaunes), et 1 929 tonnes issues des installations de tri DIB de Garosud qui conditionnent les cartons et papiers journaux déposés dans les déchèteries et les colonnes à papier.

### **Concernant la Communication**

Une grande campagne pluri annuelle de communication sur le tri des déchets et la propreté a été lancée à l'automne 2015 et se poursuivra jusqu'en 2020. Elle vise à sensibiliser dans la durée les habitants afin d'entraîner des évolutions de comportement par l'utilisation répétée de messages sur différents supports : affiches, presse, réseaux sociaux, audiovisuel.

Par ailleurs, le déploiement et le renforcement des équipements de collecte sélective en porte à porte et en points d'apport volontaire s'accompagnent d'opérations de communication visant à sensibiliser les habitants aux gestes de tri ainsi qu'à la prévention des déchets.

Ainsi, les messagers de la prévention et du tri jouent un rôle central dans le dispositif de sensibilisation. En 2017, ils ont porté les messages du tri et de la prévention sur les manifestations suivantes : Fête de la Tomate à Clapiers, Antigone des Associations, Accueil des nouveaux Montpelliérains, Raid Educap City, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets, ...

Les messagers ont par ailleurs accompagné 10 opérations de collecte mobile chaque mois (hors juillet et août) sur le quartier Centre de Montpellier à l'aide de la remorque de tri (mini déchèterie) acquise fin 2015, ainsi que 11 opérations de collectes solidaires réalisées avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Enfin, les messagers ont mené diverses opérations de communication et/ou de sensibilisation :

- . en participant à l'expérimentation innovante de communication engageante sur les îlots urbains de « La Mantilla » et « du Mondial 98 » sur le quartier Port Marianne de Montpellier ; ils seront également en première ligne pour « recruter » les foyers volontaires à la version étendue de cette expérimentation auprès de 10 000 foyers de l'Est de la Ville de Montpellier

- . en sensibilisant aux consignes de tri les étudiants de 5 cités universitaires et en formant des étudiants tuteurs, ainsi que les élèves de 10 écoles primaires et du Lycée Joffre.

### **Concernant l'information et la prise en charge des demandes des usagers**

Le numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage. En 2017, 22 727 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et près de 15 643 formulaires ont été enregistrés en 2017, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, ce sont donc plus de 38 370 demandes qui ont été traitées par la Direction Propreté et Valorisation des Déchets, chiffre en nette diminution au regard des 58 000 demandes traitées en 2016 à la faveur notamment du changement des jours de collecte.

**En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :**

Ordures Ménagères et assimilées	Tonnages collectés en 2017
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (bacs gris)	132 919
Collectes sélectives en porte à porte hors encombrants : bacs jaunes et orange + collectes sélectives spécifiques (emballages légers, verre, papiers journaux, bio déchets, papiers de bureaux, cartons)	27 119
Collectes sélectives en apport volontaire (verre, papiers journaux, textile)	11 795

  

Dépôts en déchèteries et autres encombrants	Tonnages collectés en 2017
Déchèteries	69 401
Encombrants collectés en porte à porte	8 679

Soit un total de 249 913 tonnes collectées et valorisées en 2017.

**Les principales données financières sont relatées ci-dessous :**

Le coût total aidé (diminué des recettes hors TEOM et Redevance spéciale) du service de prévention, collecte et valorisation des déchets, tel qu'il ressort de la matrice ComptaCoût de l'ADEME, s'élève à environ 68 M€ HT, soit un coût moyen par tonne (tous flux confondus) de 256 €, et par habitant de 151 €.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous.

**Concernant la prévention et la collecte des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 21,55 M€ TTC
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 5,01 M€ TTC
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,86 M€ TTC

En dépenses d'investissement :

- Achat de matériels de pré-collecte et de tri : 1,20 M€ TTC

**Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation Amétyst : 13,05 M€ TTC
- Valorisation énergétique Ocréal : 4,03 M€ TTC
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 3,70 M€ TTC
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 2,38 M€ TTC
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 1,74 M€ TTC
- TGAP (incinération, stockage) : 2,88 M€ TTC

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'unité de méthanisation Amétyst : 0,24 M€ TTC
- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0,64 M€ TTC
- Travaux sur le centre de tri Demeter : 0,84 M€ TTC
- Travaux sur les Points Propreté (déchèteries) : 0,18 M€ TTC

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 11,25% est constant depuis 2009, a généré 69,3 M€ de recettes.

Les collectes sélectives ont généré environ 4,44 M€ de recettes, dont 3,48 M€ de soutien des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 0,96 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont.

Enfin, la redevance spéciale a représenté une recette de 6,34 M€ en 2017 (dont 2,3 M€ facturés début 2017 pour des conventions 2016).

L'ensemble de ces éléments a été présenté à la Commission Consultative des Services Public Locaux qui s'est réunie le 19 septembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;
- autoriser sa diffusion aux 31 communes membres ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-55280-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2018\_mmm\_rpbs\_dechets\_exe2017\_BD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.